

La France et COVID-19: incompetence et conception

par [Patrick Howlett-Martin](#)



[Facebook](#) [Courriel](#) [Twitter](#) [Reddit](#)



Source de la photographie: [David Mapletoft - CC BY 2.0](#)

Le 31 décembre 2019, le gouvernement chinois a informé l'Organisation mondiale de la santé d'une épidémie d'origine animale à Wuhan, signalant des similitudes avec le SRAS-CoV (syndrome respiratoire aigu sévère Coronavirus, apparu à l'origine en 2002 dans la province du Guangdong) et au MERS-CoV (syndrome respiratoire du Moyen-Orient, apparu à l'origine en Arabie saoudite en 2012). Le 12 janvier, des scientifiques chinois ont partagé le génome complètement séquencé de ce nouveau coronavirus avec toute la communauté scientifique internationale. L'épidémie a déjà tué 80 personnes en Chine et des milliers ont été infectées. La ville de Wuhan (11 millions d'habitants) et la province du Hubei (60 millions d'habitants y compris la ville de Wuhan) ont été isolées du 25 au 26 janvier. Des usines, des bureaux, des magasins, des écoles, des universités, des musées et des aéroports ont tous été fermés. Le transport urbain dans la ville a été considérablement réduit. Par mesure de précaution, les autorités ont prolongé les vacances du Nouvel An chinois d'une semaine (du 23 au 31 janvier) pour couvrir la période d'incubation du virus parmi les habitants de Wuhan qui ont quitté la ville et auraient pu être infectés. **Ils ont mis en place des refuges (« *fangcang* ») Dans les gymnases, les centres de conférence, les hôtels et autres installations pour séparer les symptômes et les personnes susceptibles d'être infectées de leurs proches en bonne santé.** Le nombre de malades dépassant la capacité de l'hôpital local, les autorités ont mis en place deux hôpitaux de 1 200 lits en quinze jours et ont fait appel à des soins médicaux et volontaires

du personnel de toute la Chine. Plus de 42 000 personnels de santé ont répondu. Malgré l'utilisation d'équipements de protection individuelle, 4,4% d'entre eux (3 387) avaient été testés positifs et 23 étaient décédés au 3 avril selon la Croix-Rouge chinoise. [1] Le verrouillage a été strict et des comités de quartier ont été mobilisés pour assurer les livraisons de nourriture aux habitants. Des masques ont été réquisitionnés et distribués à la population. Les agencements de rue et les meubles ont été désinfectés, même les billets de banque ont été désinfectés. L'âge moyen des malades est de 55 ans et 56% d'entre eux sont des hommes. Aucun cas d'infection n'a été signalé chez les moins de 15 ans.

Toutes ces informations ont été partagées dans des revues médicales internationales par des médecins et des chercheurs chinois à partir du 20 février. [2] La création d'hôpitaux *Ex nihilo* en l'espace d'une quinzaine de jours, les médias ont largement couvert les médias, mais les autorités françaises n'ont pas apprécié la gravité des implications: elles ont préféré voir l'initiative comme les Chinois commercialisant leurs travaux publics. À la mi-janvier, des cas de COVID-19 ont été enregistrés à Bangkok, Tokyo et Séoul. Des capteurs thermiques ont été installés dans les aéroports de Chine, Corée, Thaïlande, Taiwan, Hong Kong et Singapour. Le 26 janvier, les autorités de Hong Kong ont annulé tous les événements sportifs et culturels. Une campagne de tests a débuté dans la ville le 18 février.

Et qu'en est-il de la France? Le 24 janvier, le ministère de la Santé a annoncé que trois patients en provenance de Chine avaient été hospitalisés avec le coronavirus. L'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) a présenté deux scénarios de propagation du COVID-19: l'un à haut risque, l'autre à faible risque. Compte tenu du trafic aérien, les pays estimés les plus exposés sont l'Allemagne et le Royaume-Uni. L'Italie n'a même pas été mentionnée. La ministre de la Santé, Agnès Buzyn, a commenté les scénarios de l'INSERM le jour même de sa sortie du Conseil des ministres: «le risque d'infection secondaire d'un cas importé est très faible et le risque de propagation du virus dans la population est également très lent.» [3]

Le 30 janvier, la France a rapatrié 250 citoyens français et 100 immigrants européens de Wuhan, les mettant en quarantaine dans le sud de la France. Le 10 février, un citoyen britannique venant de Singapour a infecté cinq autres personnes dans la petite station de ski alpin de Contamines-Montjoie. Un dépistage sommaire n'a pas permis de détecter d'autres cas dans la station. Les infectés ont été hospitalisés. Buzyn nous a rappelé à cette occasion que «le risque d'infection est très faible; seul un contact étroit et soutenu avec une personne infectée peut l'augmenter.» [4]

À ce moment-là, avec 900 morts signalés en Chine, le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a clairement fait référence au danger de propagation mondiale, "nous ne voyons peut-être que la pointe de l'iceberg". [5]

Mais en France, les autorités - dûment prévenues mais étrangement sereines - n'ont pris aucune mesure particulière. Le 6 mars, alors qu'il était au théâtre avec sa femme, le président Macron a déclaré: «La vie continue. Il n'y a aucune raison, sauf pour les membres les plus vulnérables de la population, de changer nos habitudes de sortie.» [6] Son objectif était d'encourager les Français à continuer de sortir malgré l'épidémie de coronavirus et le manque de masques de protection. Ce même jour, le gouvernement italien a décidé de verrouiller la Lombardie, étendant la disposition à l'ensemble du pays le lendemain. Alors que Macron jouissait de la performance, il y avait 613 cas de coronavirus en France et le nombre doublait tous les trois jours (à peu près le même taux enregistré par les médecins chinois à Wuhan en janvier et vu en Corée du Sud et en Italie). En extrapolant cette croissance exponentielle, on pourrait estimer que le 16 mars il y aurait environ 6 500 cas; le chiffre officiel final était de 6 633. Le gouvernement français était concentré sur la réforme des retraites, la première priorité du président Macron. Des manifestations ont été organisées dans toutes les villes françaises: retraités, cheminots, médecins, avocats, les pompiers et les étudiants sont tous descendus dans la rue. Les manifestations ont été violemment réprimées par la police. Les économistes étaient d'accord à l'unanimité - un événement rare - que la réforme proposée nuirait à toutes les catégories de travailleurs, à l'exception de celles des tranches de revenu supérieures. Les sociologues ont averti le gouvernement de l'aggravation des schismes sociaux, comme cela avait été

jeté dans l'œil du public plus tôt avec la révolte de 12 mois du *gilets jaunes* [gilets jaunes]. Ces manifestations avaient lieu tous les samedis depuis près d'un an dans toutes les villes de France, rassemblant un large éventail des catégories sociales et professionnelles les plus touchées, dont une grande partie étaient des retraités. Mais pour rien: samedi 29 février après-midi, avec la chambre de l'Assemblée nationale - où se déroulait le débat sur le projet de loi - presque vide à cause de la journée, le gouvernement a saisi l'opportunité de la pandémie COVID-19 passer la réforme des retraites par décret constitutionnel. À cette date, les rassemblements de plus de 900 personnes étaient interdits en raison de COVID-19. Les autorités ne risquent plus les protestations des gens de la rue. Mais l'administration Macron ne s'est pas arrêtée là. Contre l'avis de l'équipe médicale et du responsable du stade, il a autorisé un match de football Juventus – Olympique Lyonnais pour les huitièmes de finale de Ligue des champions. Trois mille fans italiens étaient à Lyon le 26 février: à cette époque, l'Italie avait 21 décès de coronavirus et 900 personnes infectées. Le Dr Marcel Garrigou-Grandchamp, qui avait prévenu le nouveau ministre de la Santé le matin du match, a publié un article d'opinion sur le site Internet de la Fédération des Médecins de France le 31 mars, où il parlait d'une «explosion» de coronavirus cas dans le Département du Rhône environ deux semaines après le match OL – Juventus. Une séquence similaire d'événements avait eu lieu en Italie avec le match Atalanta BC - Valence le 19 février, appelé « Marcel Garrigou-Grandchamp, qui avait prévenu le nouveau ministre de la Santé le matin du match, a publié un article d'opinion sur le site Internet de la Fédération des Médecins de France le 31 mars, où il parlait d'une «explosion» de cas de coronavirus en le Département du Rhône environ deux semaines après le match OL – Juventus. Une séquence similaire d'événements avait eu lieu en Italie avec le match Atalanta BC - Valence le 19 février, appelé « *bomba biologica* » Par de nombreux médecins italiens. C'est le 4 mars, quinze jours après le match, que le nombre de cas dans la ville lombarde de Bergame a explosé, ce qui en fait la ville la plus touchée d'Italie. Walter Ricciardi, représentant italien auprès de l'OMS, a reconnu que le match avait été un «catalyseur pour la propagation du virus». La course cycliste professionnelle Paris-Nice en 8 étapes s'est déroulée comme prévu du 8 au 15 mars. Plus important encore, le gouvernement a confirmé la première phase des élections municipales du 15 mars, après avoir ordonné la fermeture des écoles et des universités le 12 mars et la fermeture de la plupart des magasins, bars et restaurants le 14 mars. Il y a 34 000 communes en France qui devait organiser les élections avec des volontaires locaux: volontaires et électeurs sans protection adéquate - il n'y avait pas de masques disponibles. Le gouvernement les avait réquisitionnés pour du personnel hospitalier, où la pénurie était critique. La moitié des électeurs sont restés chez eux pour des raisons de sécurité. Pour aggraver les choses, Agnès Buzyn a annoncé sa candidature à la mairie de Paris le 16 février, moins d'un mois avant les élections, pour prendre la place du candidat du gouvernement, Benjamin Griveaux, qui avait été discrédité lors d'une vidéo explicite qu'il avait envoyée à une jeune femme a été mise en ligne. Buzyn a quitté le ministère de la Santé au milieu de la crise des coronavirus. Les travailleurs de la santé qui avaient organisé de nombreuses grèves au cours des onze mois précédents pour protester contre la détérioration des hôpitaux publics se sont sentis rabaissés. Perdant par une large marge, Buzyn a déclaré dans une interview pour La moitié des électeurs sont restés chez eux pour des raisons de sécurité. Pour aggraver les choses, Agnès Buzyn a annoncé sa candidature à la mairie de Paris le 16 février, moins d'un mois avant les élections.

Le nouveau ministre de la Santé, Olivier Véran, député du parti au pouvoir, a repris le mantra du gouvernement, que tous les ministres et secrétaires d'État devraient chanter à l'unisson: «les masques sont inutiles, les tests ne sont pas fiables». Ils ne jurent que par le lavage des mains et le verrouillage. Aucune référence n'est faite à la manière dont les choses avaient été gérées à Séoul, à Hong Kong ou à Taiwan, où des masques gratuits étaient distribués et où les gens étaient tenus de les porter, et des tests à grande échelle ont été effectués, et où la vie économique se poursuit, en au ralenti, mais ça continue. Aujourd'hui, avec 23 millions d'habitants, Taïwan a enregistré 6 décès de COVID-19; Hong Kong, avec 7 millions d'habitants, en a perdu 4. Quant aux médecins français qui étaient à Wuhan aux côtés de leurs collègues chinois et donc bien informés, ils n'ont même pas été consultés.

La police française arrête et transgresse les amendes, les promeneurs solitaires ou les joggeurs, tandis que le métro, les aéroports, les tramways et les bus fonctionnent tous et que les supermarchés et les buralistes sont ouverts. Les policiers eux-mêmes sont sans masque et beaucoup sont victimes du virus, devenant ainsi des porteurs potentiels. Il en va de même pour le personnel médical et administratif, travaillant sans équipement de protection individuelle dans les maisons de retraite. Les autorités

a refusé de signaler le nombre de victimes parmi les personnels de santé, invoquant des préoccupations de «secret médical». Les personnes âgées meurent mais ne sont pas comptabilisées dans les statistiques officielles. Ceux qui meurent chez eux ne le sont pas non plus. Maintenant que leur nombre est si élevé et ne peut plus être ignoré, nous découvrons que les habitants de ces maisons de retraite représentent 40% des décès enregistrés en France. Ils ne sont pas hospitalisés. Leur traitement? Paracétamol pour les personnes légèrement atteintes, morphine pour les autres. Près de la moitié **du personnel infirmier des maisons de retraite est touchée par l'épidémie.** [8] **Mais le gouvernement est impuissant: il n'a pas de solution de test suffisante** et ne permettra pas de faire des tests dans les maisons de retraite à moins qu'il n'y ait un cas confirmé là-bas. Ubuesque! Les frontières restent ouvertes. Le président Macron refuse de fermer la frontière avec l'Italie, réclamée depuis le 26 février par la dirigeante du Rassemblement national, Marine Le Pen. Pour le chef de l'Etat, le problème posé par l'épidémie «ne peut être résolu que par une parfaite coopération internationale.» Les événements des jours suivants contrediraient rapidement ce vœu pieux. Chaque pays s'est refermé sur lui-même. Mais pas la France. Il n'y a aucun contrôle sanitaire dans les aéroports, gares ou ports français. Pas même aujourd'hui, le 18 avril 2020, lorsque le nombre officiel de morts a atteint 18 000. Sur le chantier à côté de chez moi, Des ouvriers italiens viennent travailler, sans équipement de protection, tous les matins dans le train à 7h35 de Vintimille, descendant à la gare d'Eze: pas de contrôle à leur départ, pas de contrôle à leur arrivée. L'Italie a désormais officiellement enregistré plus de 23 660 décès. Lors de son journal télévisé du 18 avril, la chaîne de télévision Antenne 2 a diffusé le reportage de la journaliste Charlotte Gillard, qui avait pris un vol Air France de Paris à Marseille: l'avion était emballé, pas une place libre, les passagers n'avaient pas de masques, non sa température a été vérifiée au départ ou à l'arrivée.

Nous apprenons peu à peu des nouvelles rapportées dans la presse que la France ne dispose actuellement d'aucun magasin de masques ou de kits de test. Pour des raisons économiques - économie annuelle de 30 millions d'euros - les stocks stratégiques du pays ont été épuisés en 2012 et n'ont jamais été reconstitués. À la veille de 2020, lorsque l'épidémie de coronavirus a commencé à se propager, les approvisionnements de la France étaient composés de zéro masque FFP2, 117 millions de masques chirurgicaux adultes et 40 millions de masques pédiatriques! Les hôpitaux connaissent de graves pénuries de masques. Le personnel soignant des maisons de retraite n'a aucune protection (pas de gants, pas de masques, pas de gel désinfectant). Il n'y a plus de gel désinfectant disponible dans les pharmacies ou les magasins. Les médecins et les infirmières n'ont pas l'équipement dont ils ont besoin. Quant aux hôpitaux, ils n'ont ni assez de lits, ni assez de ventilateurs pour faire face adéquatement à l'épidémie.

Les autorités françaises ne l'admettent pas publiquement. Et ils semblent se traîner les pieds pour des raisons impossibles à saisir. Ils ne s'y attendaient pas. Et quand il a commencé à se matérialiser, ils l'ont nié pour des raisons qui ne peuvent être qualifiées que de vanité, une marque traditionnelle de distinction parmi l'élite politique française. Les autorités régionales françaises, se rendant compte des carences du gouvernement, commandent et achètent leurs fournitures directement en Chine. A leur arrivée, ils sont réquisitionnés par l'Etat: ainsi 4 millions de masques commandés à la Chine par Bourgogne-FrancheComté pour le personnel soignant de ses maisons de retraite ont été confisqués sur le tarmac de l'aéroport de Bâle-Mulhouse par la police le 4 avril, en utilisant des méthodes qui feraient rougir un gangster. Quant aux rares maires qui disposent de stocks d'équipements de protection individuelle et les mettent gracieusement à la disposition de la population locale, nécessitant l'utilisation de masques, ils sont traduits en justice par le ministère de l'Intérieur, qui souhaite préserver ses prérogatives royales. Le 16 avril, le Conseil d'État, la plus haute instance administrative de France, a affirmé son statut royal en limitant le pouvoir des maires. Cette décision rappelle son rôle en 1942-1944 sous le régime de Vichy. Il reste fidèle à lui-même; il sert l'Etat, pas la Nation. Cette décision rappelle son rôle en 1942-1944 sous le régime de Vichy. Il reste fidèle à lui-même; il sert l'Etat, pas la Nation. Cette décision rappelle son rôle en 1942-1944 sous le régime de Vichy. Il reste fidèle à lui-même; il sert l'Etat, pas la Nation.

Les infirmières des unités de soins intensifs des hôpitaux parisiens rapportent qu'étant donné le manque de lits et de ventilateurs, elles pratiquent essentiellement la médecine du champ de bataille. Cela signifie qu'il y a un triage parmi les malades, en choisissant entre ceux qui sont considérés comme trop âgés et ceux que les **médecins pensent avoir de meilleures chances de guérison.** [9] **C'est non**

coïncidence que les deux pays européens les moins touchés par la pandémie sont l'Autriche et l'Allemagne bien équipées, qui n'ont pas, jusqu'à présent, connu de pénurie de lits ou de ventilateurs. En France, les vétérinaires prêtent leurs ventilateurs aux hôpitaux! Au lieu de nationaliser les cliniques privées comme elles l'ont fait en Irlande, elles transportent les patients sur de longues distances dans des trains médicaux, des hélicoptères ou des bus vers des hôpitaux moins encombrés dans la province ou à l'étranger (Allemagne, Suisse, Luxembourg), augmentant ainsi la possibilité d'infecter le personnel de santé et le risque de mort. Les statistiques sont biaisées car les patients de plus de 75 ans n'ont pas accès aux services de soins intensifs: c'est un triste fait pour les maisons de retraite.

Ce n'est que le 28 mars que le ministre de la Santé, Olivier Véran, a annoncé: "Plus d'un milliard de masques ont été commandés à la France et à l'étranger pour les semaines et les mois à venir". C'est l'homme qui, quelques jours plus tôt, avait répété publiquement, dans une sorte de litanie, que les masques étaient inutiles.

Dans sa décision du 15 avril sur le dépistage et la protection des personnes âgées, le Conseil d'État a révélé l'étendue de la catastrophe. Assailli par des associations exigeant que les personnes vivant en maison de retraite et leurs soignants soient systématiquement testés et que des équipements de protection (masques, gel désinfectant) soient distribués, le Conseil d'État s'est limité à réciter les dérisoires chiffres promulgués par le gouvernement («40 000 tests par jour seront disponibles dans tout le pays d'ici la fin avril, 60 000 seront disponibles dans les semaines à venir»). Ainsi, à la mi-mai, la France sera prête à faire près de ce que l'Allemagne fait déjà depuis un mois et demi: 500 000 tests par semaine. Quant aux masques, les «commandes actuelles s'élèvent à quelque 50 millions de masques». Cependant, compte tenu du taux de livraison, il faudra neuf mois pour les recevoir tous.

Il y a 430 000 personnels de santé et 752 000 retraités dans les maisons de retraite et les centres de santé. Au total, il y a près d'un million de professionnels de santé (210 000 médecins actifs et 700 000 infirmières et infirmières auxiliaires) en France.

Dans ces conditions, il est clair que l'annonce par Macron de la fin du verrouillage et de la reprise des cours le 11 mai est un pari. Si tous les enseignants devaient retourner en classe, cela signifierait 870 000 masques par jour - la réutilisation des masques est contre-indiquée. Et si tous les élèves rentrent à cette date, ou même progressivement, ils devraient recevoir plus de 12 millions de masques par jour. Même avec la **publicité faite par le président *grand public* «Masque, une invention française sans doute fabriquée à la main localement, la fin de l'isolement le 11 mai et la reprise des classes scolaires est au mieux un pari; sans masque fiable pour protéger toute la population, c'est un acte risqué et irresponsable.**

La fin d'une crise sanitaire que les autorités n'avaient pas anticipée sera d'autant plus douloureuse pour les Français, tant sur le plan fiscal que social, le président et son administration sortis de cette épreuve diminués et totalement discrédités.

Remarques.

1) «Décès de Covid-19 sur 23 travailleurs de la santé en Chine», *Le New England Journal of Medicine*, 15 avril, 2020. ↑ [_](#)

2) *The Lancet* et le *New England Journal of Medicine*, voir Chen Wang «Contrôle de Covid-19 en Chine lors des mouvements massifs de population au Nouvel An», 20 février 2020 (en ligne). ↑ [_](#)

3) Déclaration à la presse, BFM TV, Palais de l'Élysée, 24 janvier 2020. ↑ [_](#)

4) Benoît Pavan, «Coronavirus: la station de ski de Contamines-Montjoie, en Haute-Savoie, un foyer potentiel en France», *Le Monde*, 10 février 2020.

5) Frédéric Lemaître, «Coronavirus: la semaine où tout peut basculer», *Le Monde*, 9 février 2020.

6) BFM TV, 7 mars 2020. ↑ [_](#)

7) Ariane Chemin, «Les regrets d'Agnès Buzyn:« On aurait dû tout arrêter, c'était une mascarade »», *Le Monde*, 17 mars 2020.

8) Béatrice Jérôme, Lorraine de Foucher, «Dans les Ehpad décimés par le coronavirus,« c'est un cauchemar collectif »», *Le Monde*, 2 avril 2020.

9) «Une situation de médecine de guerre», *Nice Matin*, 16 avril 2020. ↑ [Participez au débat sur](#)

[Facebook](#)

Plus d'articles par: [Patrick Howlett-Martin](#)

Patrick Howlett-Martin est un diplomate de carrière vivant à Paris.